

L'Espagne et la Catalogne plongent dans l'inconnu

Carles Puigdemont, le président catalan, veut enclencher le processus d'indépendance de la région après la victoire du oui au référendum, jugé illégal par le gouvernement de Mariano Rajoy

BARCELONE - envoyée spéciale

Et maintenant? Le scénario des événements de dimanche 1^{er} octobre était écrit d'avance. Le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, avait prévenu qu'il ne laisserait pas s'organiser, au mépris de la loi et de l'autorité de l'Etat, le référendum sur l'indépendance de la Catalogne, interdit par la Cour constitutionnelle espagnole. Le président catalan, Carles Puigdemont, l'a maintenu envers et contre tout, au nom de la « *lègimitat popular* » et de l'« *engagement* » pris envers ceux qui ont porté au pouvoir la coalition indépendantiste en Catalogne, en septembre 2015.

L'escalade verbale entre les deux hommes, incapables d'engager un quelconque dialogue, annonçait ainsi depuis des mois un choc inévitable. Ce dernier a finalement eu lieu le 1^{er} octobre lorsque la police nationale a chargé sur des Catalans qui voulaient voter. Ses conséquences sont à présent imprévisibles.

Le président de la Catalogne a laissé peu de place au doute quant à son intention de proclamer l'indépendance de la région espagnole dans le courant de la semaine. « *En ce jour d'espoir et de souffrances, les citoyens catalans ont gagné le droit d'avoir un Etat indépendant sous la forme d'une république* », a-t-il déclaré lors une allocution télévisée, avant même la publication des résultats, insistant sur les « *atteintes aux droits et libertés* » qui se sont produites dans la journée. A maintes reprises, dans son discours, il a mentionné l'Europe, demandant une médiation internationale. Mais il a aussi laissé entendre qu'il n'attendra pas celle-ci pour agir et qu'il « *transmettra dans les prochains jours les résultats du scrutin au Parlement*

catalan, afin qu'il puisse agir conformément à la loi référendaire ».

« PROCESSUS LONG ET LABORIEUX »

D'après cette loi polémique, sorte de mini-Constitution liquidant à la fois la Loi fondamentale espagnole et le statut d'autonomie catalan, approuvée sans débat le 7 septembre au Parlement régional par une majorité simple et suspendue par le Tribunal constitutionnel, la sécession doit être proclamée dans les 48 heures suivant la publication des résultats, si le oui l'emporte.

Sauf surprise majeure, la coalition indépendantiste Junts pel si (« Ensemble pour le oui ») et la Candidature d'unité populaire (CUP, extrême gauche) devraient proclamer l'indépendance de la Catalogne mercredi 4 octobre. Selon leur programme s'ensuivrait ensuite un « processus constituant » de négociation entre les différents partis et avec l'Etat. Après plusieurs mois, le projet de Constitution qui en émanerait serait soumis à une nouvelle assemblée, dite constituante, formée après de nouvelles élections. Selon un dirigeant de Ciutadanos, le principal parti d'opposition, « *le gouvernement catalan pourrait en quelque sorte essayer d'appliquer dès mercredi l'équivalent de l'article 50 pour le Brexit : l'ouverture d'un processus de négociation long et laborieux qui lui permettrait en fait de gagner du temps pour chercher des soutiens dans la communauté internationale et essayer de renforcer encore le bloc indépendantiste,*

en marge de la CUP, qui est un allié gênant pour son image... »

Quelle sera la réponse de Madrid? Il semble improbable que Mariano Rajoy laisse passer une déclaration d'indépendance sans réagir. En cas de sédition, la loi lui permet de suspendre l'autonomie de la Catalogne et de prendre le contrôle de la police ré-

gionale, les Mossos d'Esquadra. La déclaration d'indépendance pourrait aussi conduire les juges à procéder à l'arrestation de Carles Puigdemont et des membres du gouvernement, déjà mis en examen pour détournement de fonds publics pour l'organisation du référendum. « *Si cela se produit, l'Etat de droit aura vaincu mais le système politique de l'Espagne, celui des régions autonomes, aura perdu*, affirme le journaliste Xavier Vidal-Folch, auteur de plusieurs ouvrages sur la question catalane. *Et il faudra de nombreuses années pour le recoudre et réparer les fractures de la société.* »

Les principaux syndicats ont appelé à une grève générale en Catalogne, mardi 3 octobre, pour protester contre les violences policières. Et les puissantes associations indé-

MARIANO RAJOY EST RESTÉ ARC-BOUTÉ DERRIÈRE UNE LECTURE UNIQUEMENT JURIDIQUE DE LA CRISE LA PLUS GRAVE QU'AIT CONNUE SON PAYS EN QUARANTE ANS DE DÉMOCRATIE

pendantistes ont envoyé un avertissement à M. Puigdemont. « *Nous attendons tout de votre engagement : Président, ne nous faites pas défaut* », a déclaré dimanche soir devant une foule enthousiaste, place de la Catalogne, à Barcelone, Jordi Sanchez, le président de l'Assemblée nationale catalane (ANC), à l'origine des manifestations monstres qui

ont lieu chaque année pour la Diada (la fête nationale catalane).

La fuite en avant des indépendantistes et le manque de vision du chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, arc-bouté derrière une lecture uniquement juridique de la crise la plus grave qu'ait connue son pays en quarante ans de démocratie, font craindre le pire. Persuadé que la reprise économique ramènerait les Catalans « à la raison », et que les divisions internes au sein du bloc indépendantiste feraient exploser leur fragile unité, M. Rajoy a attendu que le temps règle les choses. La seule proposition que sont prêts à accepter les indépendantistes est l'organisation d'un véritable référendum d'autodétermination légal. Le temps des négociations sur le système de financement et l'amélioration du statut d'autono-

mie est passé, disent-ils. « *Celui qui renonce à l'indépendance meurt immédiatement politiquement* », affirme un dirigeant de la Gauche indépendantiste catalane (ERC).

« UNE SIMPLE MISE EN SCÈNE »

Or, un référendum d'autodétermination n'a jamais été envisagé par le chef du gouvernement espagnol : la Constitution ne le permet pas et le Parti populaire ne la réformera pas pour qu'elle le permette. Dimanche soir, M. Rajoy, lors d'un discours froid, a répété « *qu'il n'y a pas eu de référendum en Catalogne, mais une simple mise en scène* », se félicitant d'avoir appliqué « *la loi, rien que la loi* », comme s'il avait remporté une victoire.

C'est une erreur. Ni Madrid ni Barcelone ne sortent vainqueurs ce 1^{er} octobre. Le chef du gouvernement catalan, Carles Puigdemont, est certes parvenu à faire descendre

dans la rue des milliers de Catalans pour voter à son référendum d'autodétermination unilatéral. Mais il s'est agi d'un simulacre dépourvu des garanties démocratiques minimales, avec des urnes opaques et un programme informatique défaillant qui a permis à ceux le souhaitant de voter à plusieurs reprises. Ce scrutin illégal s'est soldé par un résultat digne d'une république bananière : 90 % de oui à l'indépendance, avec un taux de participation de 42,3 % (2,26 millions de personnes).

Quant à Mariano Rajoy, sa défaite est double. Non seulement il n'est pas parvenu à empêcher le vote, comme il s'y était engagé, mais il a perdu la bataille morale. Les images des charges policières ont fait le tour du monde et donné aux indépendantistes de nouveaux arguments. ■

SANDRINE MOREL

Les violences policières suscitent le malaise en Europe

Quelques dirigeants européens appellent au « dialogue politique » entre Barcelone et Madrid, tout en défendant l'unité de l'Espagne

BRUXELLES - bureau européen

Un commentaire « *en principe lundi* » : c'est la seule indication qui est venue, dimanche 1^{er} octobre, de la Commission européenne, interrogée sur les événements en Catalogne. La traduction d'un malaise évident des institutions bruxelloises face au scénario qu'elles redoutaient le plus. Celui d'une violence policière qui allait, aux yeux de beaucoup, légitimer la revendication indépendantiste et affaiblir la position du gouvernement de Mariano Rajoy, appuyée depuis des semaines par les dirigeants de l'Union européenne (UE).

A Bruxelles, on s'est efforcé de convaincre que c'est la préservation de l'ordre juridique et constitutionnel de l'Espagne qui devait s'imposer. Une manière d'éviter toute contagion du phénomène régionaliste, dangereux pour l'unité du bloc européen.

Dimanche, le fond des commentaires ne changeait pas mais

**POUR M. MACRON,
UN ETAT DE L'UE
N'A PAS DE LEÇON À
DONNER A UN AUTRE ET LE
SEUL INTERLOCUTEUR DE
LA FRANCE EST M. RAJOY**

le ton connaissait quelques inflexions. Le chef du gouvernement belge, Charles Michel, était,

en milieu d'après-midi, le premier dirigeant à prôner un « *dialogue politique* » et à estimer, sur Twitter, que « *la violence ne peut jamais être la réponse* ». Une façon, sans doute, pour M. Michel, de ne pas être taxé de passivité par ses alliés gouvernementaux, les nationalistes flamands de l'Alliance néoflamande (N-VA), dont des représentants étaient présents à Barcelone pour témoigner de leur soutien à la cause indépendantiste. Bart De Wever, président de la N-VA, a estimé

qu'il n'y avait « *pas de place en Europe pour les dirigeants qui utilisent la violence* ». Il avait, auparavant, jugé « *stupide* » l'attitude de M. Rajoy et l'avait invité à autoriser le scrutin catalan.

« *Par son attitude et ses commentaires, Rajoy risque d'humilier, de coaliser davantage de Catalans, de pousser les modérés dans les bras des radicaux et de s'aliéner des soutiens internationaux* », s'inquiétait un peu plus tard un diplomate de haut rang interrogé par *Le Monde*. Il soulignait la « *profonde préoccupation* » de beaucoup de ses collègues à Bruxelles.

Aux Pays-Bas, on notait la réaction du député chrétien-démocrate Pieter Omtzigt, appartenant comme M. Rajoy à la famille conservatrice, mais appelant la Commission à une « *réaction forte* » après les violences policières.

Jusqu'ici, cette dernière a toutefois préféré le silence, ou a expliqué que c'est à d'autres instances, le Conseil de l'Europe ou la Cour européenne des droits de

l'homme, qu'il appartiendrait, le cas échéant, de se préoccuper d'éventuelles atteintes aux droits démocratiques en Espagne. Pas question non plus, pour son président, Jean-Claude Juncker, de jouer les médiateurs entre Madrid et Barcelone, même si certains eurodéputés l'y invitent. Et pas question, surtout, de les recevoir, comme il le fit de manière très ostensible avec Nicola Sturgeon, première ministre d'Ecosse, après le vote sur le Brexit.

« Un jour triste pour l'Europe »

Dimanche, M^{me} Sturgeon a appelé à une « *condamnation unanime* » des scènes de violence en Catalogne, « *indépendamment de nos opinions sur l'indépendance* ». Et elle s'en est prise à la réaction « *honteusement faible* » du ministre britannique des affaires étrangères, Boris Johnson. Le Foreign Office avait indiqué plus tôt que « *le référendum [était] l'affaire du gouvernement espagnol et du peuple. L'Espagne est une alliée proche, une véritable amie, dont la force et l'unité nous importent* ».

Sans appuyer la cause catalane, la gauche sociale-démocrate européenne a, elle, saisi l'occasion de se démarquer des conservateurs du Parti populaire européen en critiquant M. Rajoy et en prônant le dialogue politique qu'il a toujours refusé. « *L'escalade est inquiétante, Madrid et Barcelone doivent faire baisser les tensions et chercher le dialogue* », a tweeté Martin Schulz, président du Parti social-démocrate

(SPD) allemand et ancien président du Parlement européen. A Londres, Jeremy Corbyn, chef de file du Labour, a – assez discrètement – « *exhorté* » la première ministre britannique Theresa May à appeler M. Rajoy « *pour trouver une solution politique à cette crise constitutionnelle* ».

« *C'est un jour triste pour l'Espagne et toute l'Europe. La solution ne peut être que politique, pas policière* », indiquait, quant à lui, l'Italien Gianni Pittella, chef de file des sociaux-démocrates européens au Parlement de Strasbourg. Le groupe des Verts de cette Assemblée s'apprête, lui, à réclamer un débat d'urgence, tandis que celui des socialistes français dit soutenir le Parti socialiste ouvrier espagnol qui, « *y compris dans sa composante catalane* », demande une solution négociée, avec la mise en place d'une commission parlementaire chargée de moderniser l'organisation territoriale espagnole.

Du côté du gouvernement français, on s'en tient visiblement à la ligne que le président de la République, Emmanuel Macron, avait fixée dès le mois de juin : un Etat de l'UE n'a pas de leçon à donner à un autre, et le seul interlocuteur de la France est M. Rajoy. Dimanche, Bruno Le Maire, ministre de l'économie, défendait cette vision : « *Que dirait-on si un gouvernement espagnol venait à s'exprimer sur la situation de la France, sur la manière dont nous gérons nos problèmes d'ordre public ?* » ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

« On est partis en courant, ils ont continué à tirer, et ils ont blessé plusieurs personnes »

Les affrontements ont fait 844 blessés, dont 128 ont été hospitalisés, selon le gouvernement régional

RÉCIT

BARCELONE, GÉROME - *envoyées spéciales*

Dimanche soir 1^{er} octobre, Carles Puigdemont, le président séparatiste de la Catalogne, n'a pas attendu les résultats du référendum convoqué par Barcelone et interdit par Madrid pour revendiquer le droit de sa région à l'indépendance. Le geste grave, entouré des membres de son gouvernement, M. Puigdemont a également appelé l'Union européenne (UE) à s'impliquer dans le conflit qui oppose Barcelone à l'Etat espagnol et à ne « plus regarder ailleurs ».

Deux heures après la déclaration formelle du leader nationaliste, l'exécutif catalan annonçait, peu après minuit, que 2,26 millions de personnes avaient participé au scrutin (soit 42,3 % des électeurs catalans) et 2,02 millions, soit 90 %, avaient dit oui.

Lors d'une journée extrêmement tendue, les affrontements entre la police antiémeute et les sympathisants indépendantistes ont fait 844 blessés, dont 128 ont été hospitalisés, d'après le gouvernement régional, qui fait état de deux cas graves. Trente-trois policiers ont aussi été blessés, selon le ministère espagnol de l'intérieur.

Tout a commencé très tôt. Dès 5 heures du matin, des milliers de Catalans se massent devant les bureaux de vote pour les protéger d'une éventuelle intervention policière, telle qu'annoncée par les autorités de Madrid. Malgré la pluie, suivant les recommandations des puissantes associations indépendantistes, des gens de tous âges commencent à former de longues queues.

Devant l'école Fort-Pienc de Barcelone, Isabel Andreu, 67 ans, est là pour « défendre le droit de vote » et créer « une république nouvelle ». Elle est convaincue que, malgré le manque de garanties légales, il faut « appliquer le résultat ».

A Gérone, chef-lieu de la province la plus indépendantiste des quatre régions catalanes, nombreux sont ceux qui se sont levés au petit matin. Il fait encore nuit noire, mais les quelque 200 personnes réunies devant l'école primaire Francesc-Eiximenis, située dans le centre de la ville, sont bien ré-

veillées. Certaines ont des cafés à la main. « J'ai pris mon petit-déjeuner à 4 h 30 et je suis prête à tout », dit Matilda, 55 ans. « On résiste comme Gandhi, mais sans jeûner », ajoute Eduardo, un grand sourire aux lèvres et un sandwich sous le bras.

Peu avant 8 heures du matin, alors que les 2315 centres habilités par la Généralité vont ouvrir leurs portes, le gouvernement catalan annonce que les 5,3 millions d'électeurs appelés à se prononcer pourront le faire où ils voudront, avec un bulletin imprimé chez eux. Les urnes en plastique blanc ont été apportées dans le plus grand secret par des centaines de volontaires.

La police locale, les Mossos d'Esquadra, se limite à constater ce qui se passe. Elle a reçu l'ordre d'évacuer les bureaux de vote, mais sans créer d'incidents. La « passivité » de ses 17 000 membres va devenir l'une des grosses polémiques de la journée. Deux femmes, membres des Mossos, postées devant l'école Francesc-Eiximenis, avouent leur impuissance. « Nous avons l'ordre d'empêcher les urnes, mais les gens nous ont empêchés d'entrer et on n'a pas insisté », raconte l'une d'elles.

« Balles en caoutchouc »

A Barcelone, il est 9 h 30, autour du collègue Ramon-Llull, situé à deux pas de la Sagrada Família. « Les policiers [nationaux] ont d'abord forcé la porte pour prendre les urnes, cela leur a pris beaucoup de temps. Lorsqu'ils sont ressortis avec le matériel, ils ont cherché à remonter la rue, mais un groupe de manifestants s'était formé pour les empêcher. Ils sont alors descendus, mais nous nous sommes positionnés pour les empêcher de passer. Ils étaient cernés, explique Roc Sarda, étudiant en tourisme de 22 ans. Pendant environ une demi-heure, ils sont restés sans bouger. Les pompiers, qui étaient à côté de moi, ont essayé de les raisonner. Mais ils ont ensuite chargé d'un coup, avec leur bouclier et leur fusil à balles en caoutchouc. On est partis en courant; ils ont continué à tirer, et ils ont blessé plusieurs personnes », résume-t-il. L'utilisation de ces matériels antiémeute a été interdite en 2014 par le Parlement catalan.

LES SYNDICATS DE LA GARDE CIVILE ET DE LA POLICE NATIONALE ACCUSENT LES MOSSOS D'ESQUADRA D'AVOIR AGI DE MANIERE « LÂCHE » ET « INDIGNE »

Le président Carles Puigdemont vote dans la petite localité de Cornellà del Terri, située près de Gérone, la ville dont il a été le maire de 2011 à 2015. Il dénonce alors « la violence injustifiée de l'Etat ».

Les incidents se multiplient. Les images des policiers nationaux encagoulés qui récupèrent les urnes dans une école de Barcelone font le tour des réseaux sociaux. Un bilan provisoire fait état de 38 blessés légers.

A 15 h 45, la vice-présidente du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, assure que l'Etat a réagi « avec fermeté et de manière proportionnelle ». Le chef de file des socialistes catalans, Miquel Iceta, demande pour sa part la fin des violences policières et dénonce un « simulacre de vote ».

Malgré les violences retransmises en continu sur les chaînes de télévision, durant tout l'après-midi, de longues queues se forment devant les bureaux de vote. Mais des pannes informatiques perturbent le scrutin.

Andrea Cardona, étudiante en psychologie de 20 ans et son frère Robert, 22 ans, sont venus au collège jésuite Sagrada-Corazon-de-Jesus, mais les gens entrent au compte-gouttes. « On attend depuis une heure, car le système n'arrête pas de sauter. »

Les déclarations politiques se multiplient. Pedro Sanchez, le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), parle d'un « jour triste pour la démocratie » et appelle à la « sérénité » et au « dialogue ».

Sur Twitter, Pablo Iglesias, le leader de Podemos (gauche radicale), demande la démission du chef du gouvernement Mariano Rajoy. Dans un message contenant des photos de personnes blessées

au cours des charges policières, il accuse le Parti populaire (PP, droite, au pouvoir) « et ceux qui le soutiennent de détruire la démocratie ».

Pour leur part, les syndicats de la garde civile et de la police nationale accusent les Mossos d'Esquadra d'avoir agi de manière « lâche » et « indigne » et de ne pas « avoir respecté la décision des juges » qui avaient déclaré le scrutin illégal.

A 19 heures, le porte-parole du gouvernement catalan, Jordi Turull, annonce que la Généralité a décidé de fermer des bureaux de vote pour éviter que la police ne saisisse les urnes. Pour sa part, le maire de Barcelone, Ada Colau, qualifie Mariano Rajoy de « lâche » et l'accuse de « dépasser toutes les bornes ». Elle demande aussi sa démission.

Appel à la grève générale

Des milliers de jeunes Catalans ont alors commencé à investir la plaça de Catalunya pour célébrer les résultats. Euphoriques, chantant et dansant devant l'écran géant qui retransmet les programmes spéciaux de la chaîne publique TV3, ils huent les images des violences policières. En quête de soutien, ils écoutent avec attention les titres de la presse internationale et fêtent les premiers résultats, sans souvent trop appréhender les conséquences de la victoire du oui.

Ils écoutent Mariano Rajoy affirmer dans une allocution télévisée, peu après 20 heures, que l'Etat de droit a prévalu en Catalogne et « qu'il n'y a pas eu de référendum d'autodétermination ».

En réaction à l'intervention de Madrid, une quarantaine d'organisations syndicales, politiques et sociales de Catalogne décident de lancer un appel à la grève générale dans la région pour le mardi 3 octobre.

« Je ne suis pas indépendantiste, ni nationaliste, je n'aime pas les drapeaux en général, mais j'ai voté en faveur du oui pour protester contre les récentes arrestations, explique Julia Trias, 26 ans, assise sur la plaça de Catalunya avec un groupe d'amis. Après les violences de ce matin, je crois que le chemin de l'indépendance est le bon. » ■

S. M. ET ISABELLE FIGUER

Puigdemont, l'homme qui veut sortir d'Espagne

Le président de la Généralité catalane depuis 2016 est un indépendantiste de la première heure

PORTRAIT

BARCELONE - envoyée spéciale

En moins de deux ans, Carles Puigdemont est passé du rang de maire méconnu de Gérone à président par accident de la Catalogne et possible fossoyeur de l'unité de l'Espagne. Dimanche 1^{er} octobre au soir, il a assuré, avec la détermination sans faille qui le caractérise, que « *les citoyens de Catalogne ont gagné le droit d'avoir un Etat indépendant qui se constitue sous la forme d'une république* ».

Rien ne semble capable de freiner sa volonté de séparer la Catalogne du reste de l'Espagne. Carles Puigdemont ne craint ni les reniements de ses compagnons de parti, opposés à ses thèses séparatistes radicales, ni les poursuites judiciaires ou la prison, convaincu que la cause indépendantiste est « *juste, démocratique et légitime* ». Il n'est pas un homme politique de carrière et entend bien retourner à sa vraie passion, le journalisme, quand il aura mis la République catalane sur les rails. C'est son rêve de jeunesse, mais aussi celui de ses parents et grands-parents, fervents nationalistes et pâtisseries réputés du village d'Amer, dans la province de Gérone.

Personne n'avait parié sur cet homme, ancien président de l'Association des municipalités pour l'indépendance (AMI), pour sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouvaient les forces indépendantistes en janvier 2016. Trois mois après les élections régionales de septembre 2015, la coalition indépendantiste Junts pel si (« Ensemble pour le oui »), forte de 62 députés (sur 135), n'était toujours pas parvenue à obtenir le soutien des 10 députés de la CUP,

indispensable pour compléter sa majorité au Parlement régional.

Ce mouvement séparatiste de l'extrême gauche révolutionnaire et antieuropéenne s'opposait farouchement à l'investiture d'Artur Mas, le président sortant de la Généralité, jugé peu fiable pour aller au bout du processus d'indépendance, car récemment converti. Pas question pour le mouvement anticapitaliste de soutenir non plus un chantre des politiques d'austérité pendant la crise, président d'un parti ayant trempé dans des affaires de corruption. Il ne restait que deux jours avant que n'expire le délai pour former un gouvernement et ne soient convoquées de nouvelles élections quand la CUP a adoubi le compagnon de parti d'Artur Mas, M. Puigdemont, pourtant issu d'une formation de droite.

Pourquoi lui ? A 54 ans, Puigdemont est un indépendantiste pur et dur qui n'a jamais cru que la place de la Catalogne se trouvait en Espagne. Il était déjà un fervent défenseur de la séparation du reste du royaume quand le mouvement indépendantiste était encore très minoritaire non seulement en Catalogne, mais aussi au sein de ce qui deviendra son parti, Convergence démocratique de Catalogne (CDC, droite nationaliste).

Dans les années 1980, le jeune étudiant en journalisme et en philologie soutient déjà La Crida, un mouvement ultranationaliste de défense de la langue et de la culture catalanes, et participe à la fondation des Jeunesses nationalistes de Catalogne à Gérone, proches de CDC, le parti de Jordi Pujol, le « père de la nation catalane » qui gouverna la région de 1980 à 2003.

Même quand il exerce sa profession de journaliste, notamment

au quotidien *El Punt*, dont il est un des rédacteurs en chef entre 1991 et 1999, il donne libre cours à son obsession nationaliste. Son thème de prédilection : la place de la Catalogne dans le monde. Il tirera de ses reportages sur la question un ouvrage pessimiste : *Cata... què ?* (« Cata... quoi ? », non traduit, 1994, La Campana). En 1999, il est appelé par la région pour créer l'Agence catalane d'information (ANC) et, en 2004, la revue hebdomadaire en anglais *Catalonia Today*, où travaille toujours sa femme, la journaliste roumaine Marcela Topor, en tant que directrice de publication.

Ce n'est qu'en 2006 qu'il entre en politique en tant que député au Parlement catalan pour CDC (aujourd'hui Parti démocratique de Catalogne, PDeCAT). En 2011, il devient le premier maire non socialiste de Gérone depuis le retour de démocratie. L'année suivante, il affrète plusieurs trains pour permettre aux habitants de sa région de se rendre à la première *Diada* (jour de la Catalogne) à Barcelone, en faveur de l'indépendance.

« Catalibans » ou « pinyol »

Grand défenseur du droit à l'autodétermination de la Catalogne, il est élu président de l'AMI en 2015. Ce qui finira par convaincre la CUP de lui offrir le siège de président de la Généralité. Et force est de constater qu'en un an et demi, il n'a jamais faibli dans ses convictions indépendantistes. Au contraire. En juillet, il a effectué une purge au sein de son gouvernement pour écarter les ministres régionaux de son parti les plus modérés et placer à leur place des radicaux prêts à défier les lois espagnoles, quitte à risquer la pri-

son ou de fortes amendes.

Carles Puigdemont est le sym-

**Il ne craint
ni les reniements
de ses
compagnons
de parti
ni la prison**

bole de la victoire de la jeune génération de dirigeants de CDC aux fortes convictions séparatistes. Surnommés par les analystes politiques les « catalibans », les « talibans » ou le « pinyol » (« l'os » en catalan), ils ont transformé la formation de la bourgeoisie catalane modérée, qui avait toujours défendu plus d'autonomie, mais dans un cadre espagnol, en un parti ouvertement séparatiste. Au passage, CDC s'est effondré électoralement au profit de la Gauche républicaine indépendantiste (ERC) et ses principaux cadres ont été déclarés inéligibles dans le cadre de poursuites judiciaires pour l'organisation de la consultation sur l'indépendance de 2014.

Puigdemont et tous les membres de son gouvernement ne sont pas en reste. Ils sont actuellement poursuivis pour détournement de fonds publics pour l'organisation du référendum du 1^{er} octobre. Mais l'homme ne s'émeut pas quand on évoque devant lui la possibilité d'aller en prison, si la justice finit par l'accuser de sédition. Il est « prêt », dit-il. Pour cet indépendantiste de toujours, le jeu en vaut la chandelle. A condition d'aller jusqu'au bout. ■

SANDRINE MOREL

Pour Rajoy, « il n'y a pas eu de référendum »

Le premier ministre espagnol n'a rien fait pour désamorcer la crise en amont

GÉRONE - envoyée spéciale

Ce qui a eu lieu n'est ni un référendum ni une consultation et n'aura aucun effet. » Mariano Rajoy réagissait ainsi au scrutin convoqué par le gouvernement catalan... le 9 novembre 2014. La question était déjà celle de l'indépendance.

Presque trois ans plus tard, le premier ministre espagnol a repris ses déclarations, quasiment mot pour mot, pour faire face au nouveau défi lancé par Barcelone. « *Il n'y a pas eu de référendum d'autodétermination* », a-t-il insisté, dimanche 1^{er} octobre au soir, depuis sa résidence de la Moncloa.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, en 2011, M. Rajoy a toujours répété qu'il s'opposerait fermement à toute réforme de la Constitution de 1978 et à renégocier les relations entre le gouvernement central et les dix-sept communautés autonomes. Mais si sa position reste inchangée, les circonstances politiques, elles, ne sont plus du tout les mêmes.

En 2014, les conservateurs du Parti populaire (PP) disposaient d'une majorité absolue au Parlement espagnol. Deux élections plus tard (en décembre 2015 et juin 2016), ils gouvernent, mais en minorité. Dans son bras de fer avec le gouvernement de Carles Puigdemont, le premier ministre espagnol n'a trouvé d'autre allié, hormis les centristes anti-indépendantistes de Ciudadanos, que Pedro Sanchez, le chef de file des socialistes avec lequel il ne s'est jamais entendu et qui a maintes fois demandé sa démission.

« Tout était prévisible »

Dimanche soir, M. Sanchez, lui-même fragilisé au sein de son propre parti, le PSOE, n'hésitait pas à critiquer M. Rajoy, qu'il a jugé « *responsable* » au même titre que M. Puigdemont, des débordements policiers. « *Il n'y a rien de pire pour aborder un problème que de ne rien faire* », ajoutait M. Sanchez.

« *Tout ce qui s'est passé était largement prévisible*, estime Pablo Simon, politologue du think tank

Politikon. *L'image du gouvernement est sérieusement entamée.* »

Le premier ministre « *est tombé dans le piège des indépendantistes*, ajoute M. Simon, *mais il n'avait pas trop le choix après la décision du Parlement catalan d'approuver la loi de déconnexion* ». Votée le 7 septembre, elle prévoit la rupture immédiate avec l'Espagne si le oui l'emporte au référendum.

Dans son allocution, M. Rajoy s'est montré disposé à renouer le dialogue. Mais avec qui? Car pour lui, ni M. Puigdemont ni Oriol Junqueras, le vice-président du gouvernement catalan et leader de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), ne sont maintenant des interlocuteurs légitimes. Le porte-parole du gouvernement espagnol, Inigo Mendez de Vigo, l'annonçait déjà le 29 septembre: « *M. Puigdemont a montré une grande déloyauté vis-à-vis de l'Etat et de la société catalane.* » « *Il n'existe aucun dialogue possible avec des autorités qui ont violé leurs propres lois*, répète-t-on à la Mon-

cloa. *Nous ne parlerons qu'une fois que la légalité démocratique sera rétablie en Catalogne.* »

Dans les prochains jours, le premier ministre « *ne va rien proposer* », estime Pablo Simon. « *Il pense que c'est au Parlement catalan de prendre l'initiative*, ajoutait-il. *Mais cette inaction peut se révéler très dangereuse, car si personne n'arrive à sortir de l'impasse, cela pourrait remettre en question l'ordre constitutionnel.* »

Le premier ministre attend, comme l'ont demandé les centristes de Ciudadanos, que de nouvelles élections aient lieu en Catalogne, dans l'espoir de trouver de nouveaux interlocuteurs. Si M. Puigdemont a déjà annoncé qu'il ne se représenterait pas, les sondages prévoient la victoire des républicains de gauche de M. Junqueras. « *Mariano Rajoy espère que ses ennemis vont se saborder*, assure Pablo Simon. *Mais il a donné l'impression, une fois de plus, d'un dirigeant qui réagit aux événements au lieu de prendre l'initiative.* » ■

ISABELLE PIQUER